

# **Pékin, Shanghai, Hong Kong**

## **Trois destins de villes dans l'espace chinois**

*Thierry Sanjuan\**

Au sein des villes chinoises, Pékin, Shanghai et Hong Kong se distinguent aisément par leur poids démographique, leur fonction dans l'organisation de l'espace continental et leur image de métropoles modernes tournées vers l'Asie orientale et le monde développé.

L'armature urbaine chinoise souligne une rupture nette entre ces très grandes villes – de 7 à 10 millions d'urbains en 1999 – et les capitales provinciales d'à peine plus de 4 millions que sont Wuhan, Harbin, Shenyang et Canton. Chongqing (6,4 millions) et Tianjin (5,3 millions), toutes deux municipalités de rang provincial, sont pénalisées l'une par son sous-développement urbain et sa localisation intérieure, l'autre par sa proximité avec Pékin.

Par ailleurs, les trois grandes métropoles de la côte dominant et commandent les principaux ensembles régionaux par lesquels la Chine des réformes s'intègre au système économique mondial. Elles sont des pôles de développement et des carrefours reliant la Chine aux autres métropoles de l'Asie et de l'Occident. Elles offrent en outre aux Continentaux l'image de la puissance de la Chine, de son renouveau économique, de ses nouveaux modes de consommation, de sa modernisation architecturale et culturelle. Pôles de croissance majeurs, elles sont avant tout des vitrines du développement chinois en devenir.

Pékin, Shanghai et Hong Kong ont pourtant peu de choses en commun. Leurs héritages historique et patrimonial les distinguent fortement. Elles n'ont pas eu la même vocation urbaine, une même implication dans l'histoire politique et les

---

\* Maître de conférences à l'université Paris-I.

échanges commerciaux de la Chine. Leur contact avec l'étranger fut de peu d'importance pour la ville de Pékin, déterminant pour Shanghai et Hong Kong. Leurs populations chinoises n'ont pas les mêmes dialectes, n'expriment pas dans leur attachement à la ville ou leurs comportements sociaux les mêmes valeurs. Ces villes du littoral n'ont enfin pas des rôles et un rayonnement identiques dans l'espace chinois. Pékin est tenue ici pour littorale dans la mesure où elle commande la région côtière de la Chine du Nord.

Une typologie urbaine s'impose donc. Plusieurs critères peuvent aider à distinguer ces villes : leur lien avec le pouvoir politique et leur statut territorial ; leurs mutations économiques et urbanistiques ; et leur fonction de métropoles régionales à l'échelle de la Chine et progressivement de l'Asie orientale.

Pour ce faire, on ne peut apprécier la situation présente de ces trois villes ni envisager leur avenir sans faire un retour sur l'histoire récente. L'époque ouverte par les « traités inégaux », la période de la République, puis les trente premières années du régime communiste, ont non seulement profondément marqué Pékin et Shanghai, eu un impact – fût-il indirect – sur l'essor de Hong Kong, mais le <sup>xx</sup>e siècle a surtout mis en place les images de chacune de ces villes, et il a conditionné par là même les attentes et les espoirs que les populations placent en elles.

Enfin, la métropolisation aidant, ces trois grandes villes sont si déterminantes dans la structuration de l'espace chinois que rendre compte de leurs parts respectives dans son organisation ne peut que conduire à énoncer des principes pour une régionalisation du territoire chinois allant au-delà du bien connu découpage en « trois Chine ».

## **Villes et pouvoir d'État**

### *Les enclaves étrangères*

L'armature urbaine chinoise a connu de profondes variations durant le <sup>xx</sup>e siècle. Pékin, Shanghai et Wuhan atteignent le million d'habitants entre 1895 et 1911 [Skinner, 1977, p. 682], mais l'écart se creuse rapidement au profit de Shanghai pendant l'entre-deux-guerres. Alors que la population de Shanghai avoisine les 4 millions en 1936, celle de Pékin n'a pas significativement augmenté depuis 1910 et son nombre reste voisin de ceux de Wuhan, Tianjin et Canton [Chen, 1984, p. 70]. La guerre sino-japonaise puis la guerre civile renforcent la primauté de Shanghai (6,2 millions en 1953) contre la capitale de la jeune République populaire (2,8 millions). À la veille du Grand Bond en avant, Shanghai abrite 1,7 fois plus d'habitants que Pékin (voir tableau 1).

Tableau 1. LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE DE PÉKIN, SHANGHAI ET HONG KONG AU COURS DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

| Année     | 1910                   | 1936      | 1953                   | 1957                   | 1978       | 1990       | 1999       |
|-----------|------------------------|-----------|------------------------|------------------------|------------|------------|------------|
| Pékin     | 1 300 000 <sup>1</sup> | 1 551 000 | 2 768 119              | 4 010 000              | 8 720 000  | 10 860 000 | 12 499 000 |
| Shanghai  | 1 289 353              | 3 727 000 | 6 204 417              | 6 900 000              | 10 982 800 | 12 833 500 | 13 131 200 |
| Hong Kong | 487 000 <sup>2</sup>   | 988 000   | 2 126 000 <sup>3</sup> | 2 677 000 <sup>4</sup> | 4 670 000  | 5 704 000  | 6 721 000  |

Notes : 1 : 1914 ; 2 : 1913 ; 3 : 1952 et 4 : 1956.

Sources : CHEN, 1984, p. 70 ; SIT, 1988, p. 218 ; STN, 1991, p. 60 ; BT, 1994, 9, p. 396 ; GED, 1997, 1, p. 109 ; MADDISON, 1998, p. 185 ; BTN, 1999, p. 69 ; et ZTN, 2000, p. 350 et 793.

Les croissances respectives des deux municipalités, compliquées par des redécoupages territoriaux et des modes de comptage statistique qui ont varié dans le temps, les rapprochent ensuite. Elles sont devenues de très grandes villes de 13,1 millions d'habitants à Shanghai et de 12,5 millions à Pékin – populations agricoles comprises.

Parallèlement, le poids démographique de Hong Kong reste faible jusqu'à la victoire des communistes en 1949. La colonie britannique a près du quart de la population de Shanghai dans les années trente, les deux tiers de celle de la municipalité de Pékin, et elle est moins peuplée que Canton. Une large part de son essor démographique vient en fait des afflux de réfugiés liés aux vicissitudes de la Chine continentale à la fin des années quarante, puis – dans une moindre mesure – lors du Grand Bond en avant et durant la Révolution culturelle.

Le statut territorial de ces trois villes et les liens variables qu'elles ont entretenus avec l'État chinois tiennent une place déterminante dans leur destin. L'empreinte de l'État ou son absence, ses moyens d'intrusion sur le territoire urbain, les politiques qu'il a suivies à leur égard dessinèrent tout au long du siècle les cadres favorables ou néfastes de leur dynamisme économique, de leur attractivité pour les entrepreneurs chinois ou étrangers, les capitaux extérieurs et la main-d'œuvre avoisinante.

Il serait tentant de rappeler ici la thèse devenue classique de Max Weber [1982, p. 37-47], qui voit principalement dans la ville chinoise sous l'Empire le lieu d'un pouvoir administratif étouffant les potentialités – au contraire de l'Europe – de la constitution associative d'une « commune » et d'une « bourgeoisie » urbaine. Pékin, ville capitale, n'aurait ainsi pas eu la liberté d'entreprendre dont ont joui Shanghai, ville des concessions étrangères, avant 1949, et *a fortiori* la colonie britannique de Hong Kong dans son ascension vers un statut de nouveau pays industriel (NPI) après les années cinquante.

Mais ce schéma se brouille au <sup>xx</sup>e siècle, lorsque l'on considère l'absence bien plus que la présence d'un État à Pékin sous la République, ville dépossédée de son statut de capitale – au bénéfice de Nankin entre 1927 et 1937 –, ou que l'on souligne au contraire le rôle clé de l'engagement étatique dans le renouveau de Shanghai depuis 1990. Il semble que Pékin ait été bien plus pénalisée, durant la première moitié du siècle, par les aléas politiques dus aux seigneurs de la guerre, puis à l'occupation japonaise, et que le poids de l'État ne se soit réellement fait sentir qu'après 1949, dans le cadre d'une politique économique centralisée et planifiée.

Les réussites locales de Shanghai et Hong Kong reviennent dès lors, dans leur cas, moins à une absence de l'État chinois qu'à la situation d'abri que leur statut privilégié d'enclaves étrangères leur a offerte par rapport aux crises politiques de la Chine républicaine pour Shanghai, puis communiste pour Hong Kong. Ce facteur de développement est ici positif. Les historiens occidentaux et une récente reconsidération de l'histoire officielle de Shanghai par les autorités chinoises soulignent clairement cet apport des administrations étrangères.

La fonction d'enclave territoriale, en l'occurrence étrangère, a été déterminante en soi et elle trouve son origine tant dans la conception chinoise d'un espace structurellement cloisonné, afin de contrôler les territoires et les hommes qui les peuplent, que dans un schéma occidental d'implantation ponctuelle et périphérique destiné à une pénétration ultérieure qui va des comptoirs littoraux de l'Inde aux villes coloniales et portuaires d'Amérique ou d'Afrique. Après 1949, une fois l'État chinois réuni sous l'égide des communistes, Hong Kong vérifie de nouveau cette configuration territoriale et prend le relais de Shanghai dans un espace chinois désormais fermé.

Mais le schéma de l'enclave territoriale privilégiée se retrouve aussi, aujourd'hui, dans la création de la Nouvelle Zone de Pudong à Shanghai, qui se doit d'accueillir sur un territoire spécialement aménagé à cet effet par les autorités, dans un contexte d'ouverture désormais contrôlée par l'État chinois, les investisseurs étrangers, leurs bureaux, *joint-ventures* et services divers. Pudong, à l'instar des zones économiques spéciales des années quatre-vingt, doit devenir un puissant pôle de développement, mais qui tout aussi bien protège le tissu économique local d'une pénétration trop brutale des firmes étrangères qu'il garantit ces mêmes investisseurs des difficultés productives et sociales des mutations en cours dans la ville-centre héritée, Puxi.

En cela, le destin de Shanghai, allant des concessions étrangères issues des « traités inégaux » à la Nouvelle Zone de Pudong de 1990, est certainement la meilleure illustration d'un tel schéma d'enclave territoriale successivement échappant au pouvoir d'État, puis exaspérant ses convoitises, subissant ses politiques de rectification, et retrouvant enfin ses faveurs dans les dernières années du siècle.

*Shanghai, la métropole convoitée*

Shanghai n'est pas une ville européenne née d'une simple greffe coloniale sur les terres deltaïques du Yangzijiāng. Même si elle est l'héritière évidente du traité de Nankin en 1842, elle était à cette date déjà bien inscrite dans le réseau des villes commerçantes du Jiangnan.

En dehors du quartier chinois originel, l'essentiel du bâti de Shanghai jusqu'à la fin des années quatre-vingt est certes issu des constructions et de l'extension des concessions française et internationale (secteurs britannique, américain, allemand, russe, japonais...), et il ne correspond pas à l'ordonnement ni à l'architecture attendus d'une ville chinoise. Mais le réseau viaire s'inspire du lacs des canaux qui organisait précédemment la rive occidentale de la rivière Huangpu, et la structuration des lotissements caractéristiques de Shanghai, les *lilong* – construits entre 1860 et 1930 –, reprend l'architecture et l'agencement spatial des maisons rurales traditionnelles de la région shanghaienne [Ged, 2000].

Les édifices de prestige, les immeubles de bureaux ou de logements, les villas des quartiers ouest de la concession française datent pour la plupart de l'entre-deux-guerres, période où Shanghai atteint son apogée et voit son parc largement reconstruit. Mais, s'ils témoignent incontestablement d'un triomphe de l'architecture moderne, ils s'inspirent aussi occasionnellement de l'architecture chinoise – dans les motifs décoratifs et les toitures par exemple –, en parallèle des multiples styles européens nationaux.

L'ambiguïté shanghaienne affiche en fait une modernité internationale qui s'appuie en permanence sur une identité proprement chinoise.

En 1920, les concessions de Shanghai comptaient, il est vrai, près de 98 % de Chinois contre 2 % d'étrangers, eux-mêmes représentant plus d'une vingtaine de nationalités différentes. La métropole portuaire était à la fois chinoise et cosmopolite. L'essor économique de la ville, à partir notamment du milieu des années dix, se fonde non pas tant sur les grandes familles d'entrepreneurs étrangers comme Sassoon ou Kadoorie que sur une puissante classe d'entrepreneurs chinois. Ces derniers déploient leurs activités industrielles (textiles, alimentaire...) en substitution des importations européennes empêchées par la Première Guerre mondiale, et ils profitent aussi bien de la sécurité des concessions que de la localisation de Shanghai au centre de la façade littorale chinoise et à l'embouchure du Yangzijiāng [Bergère, 1986].

En 1949, Shanghai est devenue la plus grande métropole d'Asie. Elle représente alors le quart de la production industrielle chinoise – contre 5 % seulement cinquante ans plus tard.

L'apogée de Shanghai correspond à une période de déclin de l'État chinois. Aussi, ce dernier n'aura de cesse, tout au long du <sup>xx</sup>e siècle, que de s'approprier la ville désormais la plus grande de Chine et de l'utiliser pour sa propre promotion dans ses tentatives de réaffirmation nationale. L'État chinois développe à deux reprises des projets urbains ambitieux pour Shanghai durant le siècle. Le pouvoir nationaliste du Guomindang jette les bases d'un « Grand Shanghai » au nord-est de la ville des concessions à la fin des années vingt. Avec Pudong enfin, le régime actuel reprend l'idée de développer symboliquement Shanghai hors du centre historique des concessions en doublant la ville par l'aménagement des terres à l'est du Huangpu.

Jusqu'à la rétrocession des concessions en 1941-1943, la ville de Shanghai dépend pour une large part d'autorités étrangères. L'État chinois – les autorités nationalistes du Guomindang – administre, lui, ses périphéries urbaines : l'ancienne ville chinoise et les banlieues nord et nord-est de la concession internationale notamment. À partir de ces extensions indispensables à l'intégration de la ville à l'espace chinois, le gouvernement de Nankin tente alors de récupérer le projet urbain de Shanghai.

Il propose, avec le projet du « Grand Shanghai », la constitution alternative d'un nouveau centre-ville au nord-est de la ville d'alors, en aval du Huangpu, sous contrôle totalement chinois, avec un centre administratif ambitieux en forme de croix romaine et un port relié aux réseaux ferroviaire et routier qui peuvent concurrencer les concessions. Mais la guerre sino-japonaise interrompt la réalisation du projet [Ged, 2000].

Construire Shanghai hors de Shanghai, reconstruire une métropole chinoise en dehors du centre-ville hérité de la présence étrangère, le projet reste ensuite sous le boisseau. La politique antiurbaine des trente premières années du régime communiste et sa volonté de transformer les grandes villes chinoises de villes de consommation en lieux de production empêchent Shanghai de connaître un véritable redéploiement spatial – en dehors du demi-échec des villes-satellites –, ainsi qu'une modernisation de son parc industriel et immobilier. Le pouvoir communiste privilégie de fait la capitale pékinoise, et il pénalise Shanghai par une politique fiscale très désavantageuse jusqu'à la fin des années quatre-vingt.

Après 1990, l'État chinois lance derechef le projet d'un nouveau Shanghai, mais qui dépasse cette fois largement l'échelle de la ville du Guomindang des années trente. Il s'agit de doubler la ville sur ses marges peu exploitées à l'est de la rivière Huangpu et de rénover la ville ancienne de Puxi en restructurant radicalement son réseau viaire et son bâti. Le pouvoir central est directement impliqué dans ce projet et, alors que les experts internationaux ne croyaient pas à la faisabilité

de l'aménagement de Pudong il y a dix ans, le succès de la Nouvelle Zone, ses réalisations et ses perspectives actuelles permettent facilement de mesurer combien l'engagement de l'État central peut être efficace dans son aménagement du territoire, sa maîtrise des conséquences sociales de tels bouleversements et sa capacité à attirer les investisseurs étrangers.

Les dirigeants centraux, parmi lesquels deux anciens maires de Shanghai – Jiang Zemin et Zhu Rongji –, ont joué un rôle décisif par leur détermination politique en faveur d'un renouveau de Shanghai, et le projet profite d'une campagne nationale et internationale sans précédent. L'ancienne ville des concessions étrangères est ainsi devenue l'instrument privilégié de l'État chinois pour promouvoir sa politique de réformes et d'ouverture internationale. L'objectif officiel est de faire à court terme de Shanghai l'une des principales métropoles d'Asie, cette fois sous la férule de l'État chinois, avec l'appui de Pékin et en concurrence avec Hong Kong.

### *Pékin et Hong Kong, deux destins chinois au xx<sup>e</sup> siècle*

Pékin et Hong Kong incarnent, elles, avec évidence deux extrêmes, deux modes radicalement opposés de développement dans le contexte chinois. Ces métropoles résument à elles deux les choix fondamentaux qui se sont offerts et s'offrent toujours au monde chinois : un développement soucieux de marquer l'indépendance nationale et la puissance chinoise dans le monde, ou l'extraversion absolue dans une logique de participation au système économique mondial. L'impact de l'étranger fut réduit pour Pékin, et décisif pour Hong Kong dans un cadre administratif et humain moins encore chinois que Singapour ou Taiwan. Le rôle de l'État, qu'il soit chinois ou britannique, a déterminé les destins de ces deux villes dans la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle.

Pékin est la ville où se joue sur un mode dramatique la destinée nationale de la Chine. Après l'humiliation japonaise, son statut de capitale retrouvé, lieu de la proclamation de la République populaire en 1949, Pékin reprend à son compte l'idéal de l'unité du pays qu'incarnait l'Empire depuis plus de deux millénaires. Le régime communiste trouve à Pékin sa légitimité par le lien qu'il renoue, après les troubles de la République, avec la résidence de l'empereur. Symboliquement, le nouveau pouvoir réside à Zhongnanhai, à l'ouest de l'ancienne Cité interdite. Pékin n'a pas pour vocation première d'être un pôle économique, mais d'exprimer un retour de l'État et de la puissance chinoise.

Cette volonté politique se trouve clairement affirmée dans l'espace urbain. La ville reste encore profondément marquée, dans son organisation spatiale et les

difficultés qu'elle rencontre actuellement avec l'augmentation du trafic automobile, par l'articulation emboîtée et la disposition en carrés juxtaposés de l'époque impériale, puis par la création de la place Tian An Men et les grandes artères du pouvoir communiste. Ici, deux modes différents d'expression du pouvoir d'État se sont imposés dans le paysage urbain.

Le pouvoir impérial, détenant sa légitimité d'une conception cosmologique, considéré comme le centre de la terre où l'empereur faisait le lien entre les hommes et le ciel, ne se donnait pas à voir, mais se laissait suggérer par des symboles de puissance qu'étaient les murailles, les portes et des édifices culturels multiples. Aucune construction extérieure aux jeux de carrés de la Cité interdite, puis de la Ville impériale, puis enfin de la ville mandchoue, ne pouvait dépasser ni même égaler en hauteur la demeure impériale. La ville chinoise, lieu de la vie économique et du peuple, s'accolait au dispositif impérial, plus au sud, et elle en était physiquement exclue.

Pékin était ainsi un espace morcelé, ségrégué par le pouvoir, et cette structure se retrouvait dans l'organisation de l'habitat en *hutong*, îlots le plus souvent carrés ou rectangulaires composés de ruelles intérieures aux murs aveugles, elles-mêmes ponctuées par des portes en bois qui ouvrent sur des maisons à cour carrée.

Influencé par le modèle soviétique jusqu'à la fin des années cinquante, le régime communiste a au contraire voulu rendre visible son pouvoir, le mettre en scène, et célébrer dans l'espace urbain sa lutte pour la libération de la Chine et la victoire de la révolution.

Les dirigeants chinois inscrivent au nombre des travaux du Grand Bond en avant les réalisations majeures de l'urbanisme pékinois à l'époque maoïste. Un axe est-ouest, l'avenue Chang'an, coupe dorénavant l'axe nord-sud traditionnel de la ville impériale au niveau de la place Tian An Men. Cette dernière est agrandie et totalement réaménagée. Elle doit pouvoir accueillir les grandes cérémonies célébrant le régime et offre au regard les principaux monuments qui matérialisent la grandeur du régime : le monument aux Héros du peuple, le musée de l'Histoire de la révolution et le palais de l'Assemblée du peuple. En 1977, le mausolée de Mao Zedong est construit au centre sud de la place.

En 1959, d'autres grands travaux sont enfin réalisés dans la ville de Pékin : la gare centrale, l'hôtel et le palais des Minorités nationales, la résidence des Hôtes de marque, le palais de l'Agriculture, le stade des Ouvriers, le palais des Beaux-Arts et l'hôtel des Chinois d'outre-mer.

Le pouvoir opère ainsi une politique d'accumulation de signes en plein cœur de l'ancienne capitale impériale, et il ne cherche ni à détruire la ville ni à la décentrer. L'essentiel du tissu urbain de Pékin reste intact : seules les murailles sont progressivement démantelées et laisseront la place à une ligne de métro et à une

rocade périphérique. Le zonage de la ville respecte également l'ordonnancement initial de l'espace, avec à l'ouest de la vieille ville une concentration des ministères et bureaux administratifs, puis à l'est le quartier des ambassades (Sanlitun), des hôtels et grands magasins pour étrangers (Jianguomenwai).

Cette symbolique urbaine n'est toutefois pas sans contrepartie. Les lieux de célébrations populaires peuvent aussi devenir ceux de la contestation. Il n'est que de rappeler les événements de Tian An Men au printemps 1989 et les manifestations allant jusqu'à l'immolation par le feu en janvier 2001 des adeptes de la secte du Falungong. La médaille présentant son revers, la place Tian An Men est l'objet d'une constante surveillance policière, et les autorités chinoises filtrent soigneusement les participants à chaque grande célébration sur la place. L'espace public est ici à l'image fidèle d'un pouvoir autoritaire sur la défensive.

Hong Kong, comparée à Pékin, fait figure de ville sans État. Le territoire a bénéficié d'un statut de colonie étrangère tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, qui l'a isolé des aléas politiques, économiques et sociaux de la Chine républicaine puis communiste. Hong Kong fonctionna comme une enclave plus encore hermétique que les concessions étrangères de Shanghai. Pendant longtemps, l'histoire du Continent se traduit à Hong Kong essentiellement par des afflux de réfugiés chinois. Hong Kong était pour eux une enclave territoriale qui leur offrait refuge et protection, avant d'éventuels départs pour l'étranger.

Ce n'est qu'avec les années quatre-vingt que les liens de Hong Kong avec la Chine ont véritablement changé de nature : le port entrepôt, lieu discret d'échanges et de contacts avec la Chine communiste après 1949, devient alors un pôle régional diffuseur d'informations, de capitaux, d'activités industrielles vers le Continent. La régionalisation récente de Hong Kong, puis la rétrocession en 1997 de l'ancienne colonie à Pékin ont approfondi et diversifié son rôle dans l'espace chinois.

La réussite de Hong Kong tient également à la stricte vocation économique que les Britanniques lui ont toujours dévolue, dans un libéralisme économique absolu. La colonie n'était pas pour eux un possible État-nation, mais bien un simple carrefour de commerce et d'échanges. Une administration très pragmatique a ainsi dominé jusqu'à la moitié des années quatre-vingt. Il s'agissait pour la Couronne de créer les conditions favorables à la prospérité économique du lieu, par la modernité des infrastructures de transports locales et internationales, par d'ambitieux plans d'aménagement (villes-satellites), par le développement d'un très important parc de logements publics et d'équipements éducatifs et de santé.

Le souci britannique était ainsi plus la sécurité politique de Hong Kong, la garantie pour les entrepreneurs d'un environnement favorable, et une main-d'œuvre bien formée et peu revendicative, que la création d'une entité politique hongkongaise. Les Britanniques engagèrent un processus de démocratisation

seulement dans les années quatre-vingt et ne l'accéléchèrent qu'après 1992 avec Chris Patten. Significativement, la rétrocession de la colonie fut négociée en 1982-1984 entre les deux métropoles impériales – Londres et Pékin –, sans que la population hongkongaise ait jamais été consultée [Sanjuan, 1996].

Une opinion publique à Hong Kong ne se dessine en fait qu'avec la crainte progressive du pouvoir pékinois par les Chinois de la colonie. La naissance d'une véritable prise de conscience de l'identité hongkongaise, d'un destin propre à Hong Kong et par là de la nécessité de constituer des mouvements politiques représentatifs date véritablement des événements de Tian An Men.

Durant le processus de rétrocession de la colonie, les autorités continentales ont sans cesse souligné cette vocation économique de Hong Kong et lui ont refusé l'existence politique. À leur arrivée, le projet officiel avancé par Tung Chee-hwa et sa nouvelle équipe dirigeante fut d'assurer prioritairement la croissance et le développement de l'économie hongkongaise, ainsi que l'amélioration matérielle des conditions de vie de la population.

Une législation réglementant le droit de manifestation, une fréquente auto-censure de la presse locale et la forte implantation de partis politiques progouvernementaux entravent aujourd'hui l'expression politique d'une population sensibilisée récemment à la question de la démocratie. Même si des élections locales sont régulièrement organisées à Hong Kong, le territoire est administré par des dirigeants choisis par la capitale chinoise, Pékin. La liberté de choix pour les orientations à venir de Hong Kong s'en trouve nettement limitée. Elle est en outre pénalisée par une présence prépondérante de l'État chinois dans l'économie même du territoire à travers ses sociétés (Banque de Chine, China Resources, China Merchants, China Travel Services, CITIC...).

Parallèlement, malgré sa distribution spatiale en îles et péninsules, et les obstacles topographiques qui cloisonnent les Nouveaux Territoires, Hong Kong a joué dès ses origines d'un espace urbain et portuaire qui pouvait fonctionner indépendamment du Continent, à la différence des concessions de Shanghai, simples sections de ville qui dépendaient de leurs prolongements urbains immédiats et de leurs liens avec la région du Yangzijiang. En 1964, les autorités britanniques de Hong Kong s'entendent par ailleurs avec le Guangdong pour faire bénéficier le territoire du détournement d'une partie des eaux du Dongjiang et de la fourniture de produits agricoles par le delta de la rivière des Perles [Sanjuan, 1997, p. 93].

Cette possible autonomie spatiale a évité à Hong Kong de sombrer lors de la prise de pouvoir des communistes sur le Continent, mais elle l'a forcée en retour à extravertir son économie. Hong Kong choisit de développer une industrie légère à vocation exportatrice. Elle devient alors l'une des principales places économiques d'une Asie qui se développe et s'intègre rapidement au système

économique mondial. Zone franche depuis 1842, elle offre aussi des avantages attractifs aux industriels étrangers. Pays-atelier, elle compte au nombre des quatre NPI asiatiques à la fin des années soixante-dix.

Puis, par une nécessaire restructuration de son économie et grâce aux perspectives offertes par l'ouverture de la Chine dans les années quatre-vingt, la colonie renforce sa vocation de carrefour portuaire et aéroportuaire, et elle développe cette fois une économie à haute valeur ajoutée, un tertiaire de qualité, transformant le pays-atelier en un pôle régional de services. Par là, Hong Kong, chef-lieu d'un libéralisme économique où l'État se réduit au rôle de gestionnaire pragmatique, réintègre également la donne chinoise, et elle est l'un des pôles structurants du développement continental à la date de sa rétrocession.

## **Des vocations urbaines différentes à l'épreuve du renouveau chinois**

### *Les métropoles littorales, acteurs du développement*

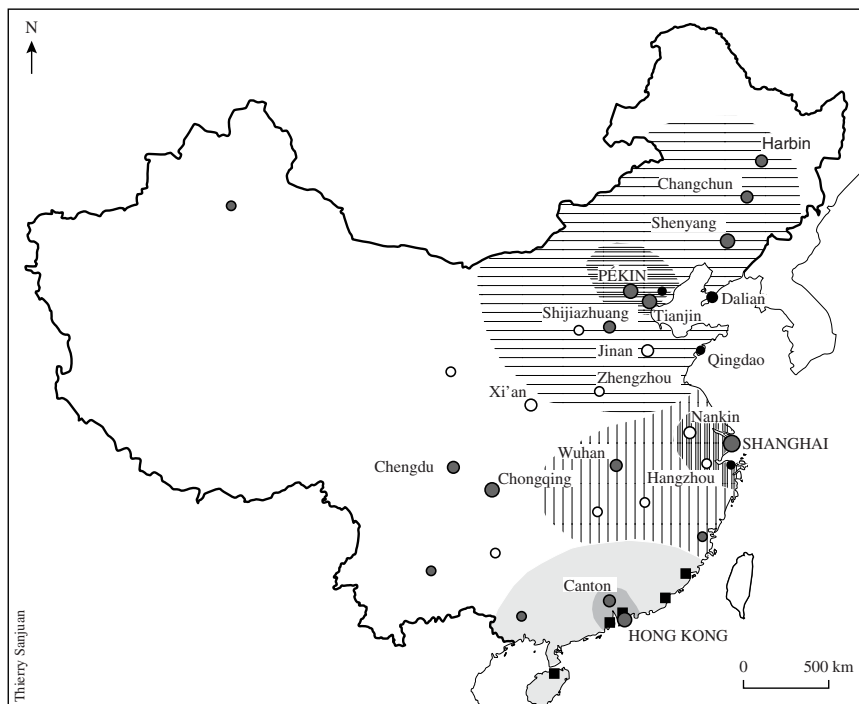
En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, Pékin, Shanghai et Hong Kong dépendent désormais toutes trois d'un même État, dont l'idéologie communiste en matière politique coïncide avec une libéralisation et une décentralisation économiques. Avec la rétrocession de Hong Kong à la Chine et le principe d'un maintien du libéralisme économique – écorné cependant par les interventions du gouvernement hongkongais lors de la crise asiatique –, et la mise en place progressive d'une économie de marché en Chine continentale, un curieux chassé-croisé s'est opéré qui rapproche sensiblement les trois métropoles.

Elles appartiennent surtout à un pays en plein développement, où les équilibres économiques et régionaux sont partout remis en question. Une recomposition régionale est à l'œuvre et devrait s'accélérer grâce à l'accent mis depuis les années quatre-vingt-dix sur les pôles continentaux principaux que sont Shanghai et Pékin.

Ce n'est en effet que dans les années quatre-vingt-dix que les autorités chinoises ont pris le risque d'une difficile et radicale modernisation de leurs grandes villes. Les plans d'aménagement urbain ont pu alors se matérialiser et bouleverser les espaces bâtis hérités. Les villes chinoises, notamment les métropoles de la côte et certaines villes plus à l'intérieur des terres, comme Chongqing, sont devenues les pôles prioritaires de la modernisation économique.

Dans la seule période 1996-1999, le PIB de Shanghai a augmenté de 39 % en yuans courants, celui de Pékin de 35 %, contre 21 % pour l'ensemble de la Chine. La croissance des deux municipalités fut la plus importante parmi les provinces chinoises, à l'exception du Fujian (37 %) et du Tibet (63 %, mais pour un PIB

PÉKIN, HONG KONG ET SHANGHAI DANS L'ESPACE CHINOIS



Principales villes chinoises :

- plus de 8 millions d'habitants
- entre 5 et 8 millions d'habitants
- entre 2 et 5 millions d'habitants
- entre 1 et 2 millions d'habitants

Pékin :

Aire d'influence politique :

- capitales nationale ou de rang provincial
- frontières terrestres de l'État chinois

Rayonnement régional :

- ▨ aire d'influence régionale
- ▨ région de Pékin, Tianjin et Tangshan

Hong Kong :

Lieux de l'ouverture continentale :

- zones économiques spéciales
- principales capitales ouvertes
- autres villes ouvertes

Rayonnement régional :

- ▨ aire d'influence régionale
- ▨ région du delta de la rivière des Perles

Shanghai :

Rayonnement régional :

- ▨ aire d'influence régionale
- ▨ région de la Chine du Centre-Est

inférieur à 11 milliards de yuans). Shanghai renforçait également son avance sur Pékin et, si, en 1999, Shanghai ne représentait pas plus de 5 % du PIB chinois et Pékin moins de 3 %, ces deux métropoles dominaient de puissants ensembles régionaux : Shanghai avec le Jiangsu et le Zhejiang représentaient 21 % du PIB chinois ; Pékin avec Tianjin et le Hebei comptaient pour 10 % [ZTN, 2000, p. 53 et 61].

À la fin du siècle, Hong Kong, avec la province voisine du Guangdong, qui réalisait à elle seule plus de 10 % du PIB chinois en 1999, restait néanmoins le pôle économique le plus important du littoral chinois. Surtout, Hong Kong était toujours à l'origine de 41 % des investissements étrangers qui gagnaient la Chine de l'ouverture en 1999 – contre 53 % en 1995 [ZTN, 1996, p. 598 ; et ZTN, 2000, p. 606] –, et elle demeure une porte privilégiée pour les investisseurs et industriels vers le Continent.

Mais quels seront à moyen terme les nouveaux équilibres entre les trois métropoles littorales ? Le retour de Hong Kong à Pékin, le développement actuel de la Chine continentale et le nécessaire affaiblissement du rôle de sas économique entre le Continent et le système économique mondial dont jouit encore Hong Kong mèneront-ils à terme à une banalisation de l'ancienne colonie, à une uniformisation et un rééquilibrage entre les trois pôles majeurs de la côte ? Hong Kong, Pékin et Shanghai ont-elles pour avenir de ne plus être que des métropoles à vocation régionale – commandant les trois plus importants ensembles régionaux du littoral – et internationale – grâce à leur intégration au réseau des grandes villes de l'Asie orientale –, alors que leurs spécificités, politiques pour Pékin, économique pour Hong Kong, seraient progressivement gommées par la diversification des activités et la montée en puissance de chacune d'entre elles ?

Le siècle qui s'ouvre sera à n'en pas douter un temps de concurrence forte entre ces villes. Même si l'État central commande Pékin, encourage sur le Continent le développement de Shanghai et contrôle aujourd'hui Hong Kong, les autorités municipales, les milieux d'affaires locaux et les populations des trois villes ne pourront s'inscrire que dans une âpre rivalité économique.

Certes, certains entrepreneurs (Li Ka-shing par exemple) ou sociétés chinoises (CITIC) sont présents partout le long de la côte, et des cliques entrepreneuriales régionales sont aujourd'hui encore difficiles à identifier, mais le localisme et le protectionnisme régional restent forts en Chine, et de telles pratiques auront du mal à disparaître, même sous l'incitation de l'OMC.

Au mieux, les trois villes établiront des relations de complémentarité. Des spécialisations existent déjà dans certains secteurs industriels entre leurs ensembles régionaux continentaux : l'électronique grand public pour le Guangdong, l'automobile à Shanghai. Dans le tertiaire, les transports et les communications sont les points forts de la province méridionale, contre les services financiers et la

recherche scientifique, plutôt concentrés à Shanghai et dans le Nord. Mais la prise en compte de Hong Kong permet à la Chine du Sud de l'emporter sur Shanghai dans la finance [Boillot et Michelon, 2000, p. 25-26].

Aujourd'hui, on assiste en fait plutôt à un développement en parallèle où chaque ville joue de ses propres atouts, de ses caractéristiques héritées ou acquises. Même si ces vocations spécifiques s'atténueront à moyen terme, l'état actuel du développement chinois leur garde encore une forte pertinence : Hong Kong comme le principal carrefour de l'ouverture chinoise ; Pékin comme une capitale régionale, partageant avec les autres villes de Chine du Nord et du Nord-Est les difficultés de la reconversion industrielle, et nationale dans un État politiquement autoritaire ; et Shanghai comme la vitrine en rapide devenir de la modernisation continentale.

Tableau 2. PIB DE PÉKIN, SHANGHAI ET HONG KONG EN 1998-1999

|  | PIB       | Secteur primaire | Secteur secondaire | Secteur tertiaire |
|--|-----------|------------------|--------------------|-------------------|
| Pékin (millions de yuans, 1999)<br>Part dans le PIB    | 217 446   | 8 748<br>4 %     | 84 023<br>39 %     | 124 675<br>57 %   |
| Shanghai (millions de yuans, 1999)<br>Part dans le PIB | 403 496   | 8 000<br>2 %     | 195 398<br>48 %    | 200 098<br>50 %   |
| Hong Kong (millions de HK\$, 1998)<br>Part dans le PIB | 1 182 427 | 1 530<br>0,1 %   | 179 390<br>15 %    | 1 001 507<br>85 % |

Source : ZTN, 2000, p. 61 et 800.

Les compositions sectorielles de leur PIB reflètent la nature de ces villes (voir tableau 2).

Le tertiaire domine très largement à Hong Kong. Les activités de services comptent pour 85 % du PIB, et l'industrie a très fortement diminué en raison de l'abandon d'activités à faible valeur ajoutée, demandant en abondance main-d'œuvre et espace, et trop souvent polluantes, et grâce aux délocalisations industrielles qui se sont opérées vers le delta de la rivière des Perles, où entre trois et quatre millions de personnes travaillent désormais pour les entreprises hongkongaises. Surtout, ce tertiaire a lui-même connu une restructuration : les services les moins rentables ont été redistribués sur le Continent, comme une partie des prestations portuaires notamment vers les ports de Shenzhen et plus largement dans toute la Chine. Hong Kong gère ainsi ces services à distance, alors que le

territoire développe localement des services de haute qualité aux entreprises (finances, assurance, droit, conseils...) [Gipouloux, 1999 et 2000].

Pékin et Shanghai connaissent, pour leur part, des problèmes communs dus à des bâtis urbains hérités, aux conséquences d'une industrialisation aggravée en pleine ville par les politiques des trente premières années du régime communiste, à la présence d'entreprises d'État dont les reconversions productives et l'abandon des garanties sociales d'hier représentent de redoutables défis. Les vocations d'origine restent toutefois évidentes : Shanghai tire à quasi-égalité sa richesse de l'industrie et des services, alors que la capitale nationale accuse une nette prépondérance du tertiaire.

### *Esprit des villes et chantiers urbains*

Les grandes villes chinoises s'appuient aussi, dans leur volonté de développement et d'accession à un statut de métropoles internationales, sur l'image dont elles bénéficient auprès des populations, des acteurs économiques, voire des organismes internationaux. Cette image est un instrument précieux dont les autorités municipales se servent dans la rivalité qui oppose les villes entre elles, et elle se nourrit d'une identité issue de l'histoire mais aussi d'une culture urbaine qui se traduit dans les comportements, les activités et les aspirations des hommes.

À la croisée d'un discours officiel produit par la ville elle-même – ou qui lui est imposé de l'extérieur – et d'une réalité naturellement plus complexe, il est difficile de définir ce que sont l'« esprit d'une ville » et les valeurs qui différencient telle ville de ses concurrentes. Pourtant, cette dimension identitaire est un cadre soutenant les projets urbains, une base essentielle à leur légitimation. L'évidente différence qui distingue Pékin et les Pékinois de Shanghai et des Shanghaiens, et plus encore de Hong Kong et des Chinois de Hong Kong, retrouve enfin des stéréotypes que ces populations urbaines entretiennent sur elles-mêmes, et son approche comparée peut permettre de comprendre les évolutions variées, les résurgences identitaires et leurs transcriptions symboliques dans l'espace urbain que connaissent différemment les trois grandes métropoles du littoral chinois.

L'identité chinoise n'est pas déclinée de manière identique dans ces villes.

Les populations locales aiment à voir dans les Pékinois une population attachée à l'histoire politique de la Chine que tant de signes lui rappellent quotidiennement dans la ville, une population héritière du petit peuple urbain décrit par Lao She, dont la tradition des maisons à cour carrée remonte à la dynastie des Yuan. Dans les quartiers centraux du Pékin de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la grandeur de l'État côtoie encore un bâti urbain mal adapté à la modernité. Une politique tardive du patrimoine et des reconstitutions architecturales évoquant la spécificité « chinoise », comme lors de

la construction de l'avenue Ping'an en bordure nord de l'ancienne Ville impériale [Sanjuan, 2000, p. 135], s'inspirent directement de cette perception première, même si l'héritage patrimonial résiste difficilement à la création de nouvelles artères, d'ensembles de tours de bureaux, de complexes hôteliers et commerciaux dans le centre-ville et ses périphéries.

L'identité shanghaienne privilégie, quant à elle, l'idée de grande ville. Être shanghaien, c'est être le citoyen d'une grande ville, et en l'occurrence de la plus grande métropole de Chine.

Les habitants de cette ancienne ville des concessions n'ont pas pour origine familiale Shanghai, mais le Jiangsu ou le Zhejiang voisins, et pour nombre d'entre eux les autres provinces de Chine. Leurs bisaïeux, leurs grands-parents, leurs parents « sont venus à la ville », comme en France l'on monte à Paris. La culture shanghaienne revendique ainsi un premier cosmopolitisme, intérieur à la Chine, avant d'être international. Shanghai a emprunté aux différentes régions chinoises leurs meilleures spécialités culinaires, elle se doit d'attirer les plus grands talents du pays et de leur offrir mieux qu'ailleurs les possibilités d'une reconnaissance sociale.

Les Shanghaiens se veulent aussi une population éduquée, qui s'intéresse aux productions littéraires ou cinématographiques, à la mode et à tout ce qui est nouveau. De fait, en concurrence avec Pékin (universités de Pékin et Qinghua), Shanghai possède des universités célèbres : l'université Fudan, l'École normale de la Chine de l'Est, l'université technique Jiaotong ou l'université Tongji. Aux anciens et nombreux théâtres et cinémas des anciennes concessions, la municipalité a symboliquement ajouté un nouvel opéra en 1998, réalisé après un concours international par les agences Arte-Charpentier et East China Architectural Design Institute – celui de Pékin est en préparation. Renouant avec les mânes du Grand Monde de l'entre-deux-guerres, qui réunissait salles de jeux et de spectacles, Shanghai se donne comme une ville également vivante la nuit, avec ses lumières urbaines, ses restaurants, bars et boîtes de nuit.

Alors que Lao She était l'écrivain d'un « terroir » pékinois décrivant à travers la vie de son peuple les atmosphères singulières de la capitale, le plus célèbre roman consacré à Shanghai avant 1949, *Minuit*, de Mao Dun, évoque le monde des affaires et sa décadence dans la ville capitaliste. Aujourd'hui, la littérature shanghaienne traite des problèmes de citoyens blessés par la Révolution culturelle, désormais confrontés aux nouveaux rythmes de la ville, aux difficultés que leur opposent les cadres de leur entreprise ou de leur administration, meurtris parfois dans leurs rêves d'ascension sociale ou d'épanouissement humain.

Shanghai, capitale de la culture, mais de quelle culture ? L'héritage occidental de l'époque moderne (1842-1949) reste inscrit dans le paysage urbain par les édifices dorénavant classés du Bund – quai le long du Huangpu réunissant notamment la

Banque de Chine, le Peace Hotel, les douanes maritimes, l'ancienne Hong Kong and Shanghai Bank, aujourd'hui siège de la Banque de Pudong –, ainsi que par sa voirie, ses immeubles et les *lilong* – qui sont eux en cours de disparition rapide. Toutefois, l'empreinte étrangère n'est pas tant, dans la culture shanghaienne, un héritage patrimonial qu'une attitude portée vers le nouveau, l'innovation, la modernité influencée et importée des grandes villes développées d'Europe, puis des États-Unis et surtout aujourd'hui de Hong Kong ou du Japon.

La culture shanghaienne se proclame fondamentalement comme une culture chinoise de la modernité. Les autorités municipales et la population locale entendent affirmer actuellement le renouveau de leur ville par sa rénovation radicale, et, comme dans les années vingt, dans un souci de fidélité à Shanghai même, la modernité passe par la destruction de son tissu ancien et la création d'une nouvelle métropole. L'attitude shanghaienne rejoint en cela une tradition chinoise plus ancienne qui dissocie l'identité d'un monument des matériaux qui le composent.

Dans les années quatre-vingt-dix, le centre-ville, Puxi, a vu se multiplier les tours de bureaux ou d'hôtels (Hilton, Portman). Des viaducs autoroutiers le traversent du nord au sud (rue Chengdu) et d'est en ouest (rue Yan'an), ou bien l'encerclent (rue Zhongshan). Des opérations immobilières chassent une grande partie des habitants en périphérie de la ville. Les industries le long de la Suzhou doivent laisser la place à des immeubles d'habitat collectif, des promenades et des espaces verts [Ged, 2000].

À Pudong, l'avenue du XXI<sup>e</sup> siècle (5 kilomètres de long sur 100 mètres de large), partant du quartier d'affaires de Lujiazui, est l'artère principale de cette gigantesque zone faisant face au Bund. La Nouvelle Zone abrite un nouvel aéroport – à terme relié à Puxi et l'actuel aéroport de Hongqiao par la ligne n° 2 du métro –, un nouveau port sur le Yangzijiāng (Waigaoqiao), et les zones de développement de Jinqiao et Gaoqiao. Jinqiao accueille des industries non polluantes dont les produits sont destinés au marché de consommation intérieur : microélectronique, télécommunications, électroménager, automobile... Une dizaine de firmes multinationales, dont Hewlett Packard, IBM et Philips, sont implantées à Gaoqiao-Waigaoqiao [Rui, 2000, p. 12-13].

La période actuelle est ainsi, pour Shanghai, un temps privilégié où elle renoue avec son image première. Les autorités chinoises, centrales et municipales, en font une vitrine nationale de la modernisation de la Chine, ou du moins de ses grandes métropoles, et les dirigeants communistes fondent ce redéveloppement de la ville, qu'ils sont pourtant soucieux de contrôler, sur l'attraction de capitaux étrangers dans les opérations immobilières, urbanistiques, industrielles, tertiaires, ce qui n'est pas sans résumer singulièrement l'ambiguïté, voire les contradictions, de Shanghai aujourd'hui et plus largement du développement continental.

Plus encore, la modernisation fonctionnelle de la ville s'accompagne d'une modernisation symbolique. La municipalité de Shanghai a choisi d'illustrer le renouveau de la métropole par des signes architecturaux forts au cœur du paysage urbain. Comme hier et aujourd'hui face à lui, Shanghai se donne à voir à travers sa nouvelle tour de télévision, la Perle d'Orient (1994), haute tour composée linéairement de trois sphères au centre du méandre du Huangpu, ainsi que la tour Jinmao (1999), dont les lignes s'inspirent directement d'une pagode chinoise, ou le World International Center, qui sera la plus haute tour du monde.

Dans un premier temps, il fut prévu que le siège de la municipalité de Shanghai quitte le Bund pour Pudong, mais les autorités réorientèrent ensuite le projet de déménagement vers la construction d'un immeuble immense en plein Puxi, sur la place du Peuple, le deuxième haut lieu de la ville moderne avec le musée de Shanghai (1994) et l'opéra. À l'endroit de l'ancien champ de courses des concessions, la place du Peuple est une illustration symbolique de la substitution définitive du Shanghai actuel à la ville d'administration étrangère des années vingt.

La création d'un quartier ancien s'inspirant de l'architecture du Jiangnan dans la vieille ville chinoise n'est enfin, lui, qu'une tentative artificielle de revendiquer une identité platement chinoise pour Shanghai, fruit manifeste d'un contresens sur la ville, et principalement destinée aux touristes.

Face à Shanghai, Pékin n'a pas de projet symbolique alternatif. La création de l'avenue Ping'an pour le cinquantième anniversaire de la République populaire, le village des Jeux asiatiques où le gouvernement souhaiterait accueillir les Jeux olympiques de 2008, voire le nouvel opéra ne relèvent pas d'une identité retrouvée, mais bien plus de l'aménagement d'une ville où les signes hérités de l'Empire et de la période maoïste restent prépondérants. Il en est ici comme si Pékin, capitale nationale, ne pouvait pas, au contraire de Shanghai, porter en soi le projet actuel d'une Chine, plutôt que socialiste, d'économie de marché. Ses moyens financiers, la hauteur des engagements de l'État – qui sont déterminants pour Shanghai dans sa volonté de faire pièce à Hong Kong – et son ouverture à l'étranger ne semblent d'ailleurs pas le lui permettre (voir tableau 3).

Pékin ne dispose pas non plus, dans son histoire, de la familiarité qu'a Shanghai de l'importation de modèles étrangers et d'une modernité internationale, une familiarité qui habite également – avec évidence – Hong Kong. La capitale nationale semble surimposer sur l'existant les signes de sa modernisation, au prix d'une destruction chaotique de son identité, de son tissu urbain et de ses pratiques anciennes, là où Shanghai use naturellement du filtre hérité de son histoire et de l'image que la ville a d'elle-même. Au contraire de Shanghai, Pékin a pour vocation de dire plus la puissance de la Chine que la sienne propre.

Tableau 3. L'OUVERTURE À L'ÉTRANGER DE PÉKIN ET SHANGHAI EN 1999

|                              | Investissements directs étrangers | Commerce extérieur | Importations | Exportations |
|------------------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------|--------------|
| Pékin (millions de US \$)    | 1 975                             | 34 360             | 24 456       | 9 904        |
| Shanghai (millions de US \$) | 2 837                             | 38 618             | 19 819       | 18 800       |

Source : ZTN, 2000, p. 601 et 609.

Enfin, les défis qui se posent à la ville de Hong Kong ne sont pas strictement urbanistiques. Hong Kong est une ville développée, et l'impact de la rétrocession n'est pas directement visible à l'échelle de l'espace urbain. Il est vrai que les autorités tiennent à s'approprier graduellement l'ancienne colonie, et les enjeux du territoire se situent à un autre niveau, celui d'une confrontation régionale – en Chine puis en Asie – avec ses concurrentes du littoral chinois.

Le seul défi local posé au territoire reste celui de ses densités démographiques et de son exigüité. Si Pékin, Shanghai et Hong Kong ont des populations urbaines équivalentes, les surfaces bâties soulignent les densités particulièrement fortes de Hong Kong et ses besoins dramatiques en espace (voir tableau 4). Il est difficilement imaginable que les autorités courent le risque de mettre à mal le pôle économique qu'est l'ancienne colonie et de se heurter à la volonté sourcilieuse des Chinois de Hong Kong – population d'une métropole fortement développée – de ne pas se confondre avec ceux du Continent, en élargissant la région d'administration spéciale à la zone économique spéciale voisine de Shenzhen. Néanmoins, un redéploiement urbain pourrait prolonger les délocalisations industrielles d'hier par un renforcement – déjà amorcé, nous l'avons vu avec le cas des ports – de services commandés depuis Hong Kong sur le Continent.

Tableau 4. POPULATION URBAINE ET DENSITÉ À PÉKIN, SHANGHAI ET HONG KONG EN 1999

|           | Surface bâtie (km <sup>2</sup> ) | Population urbaine (hab.) | Densité (hab./km <sup>2</sup> ) |
|-----------|----------------------------------|---------------------------|---------------------------------|
| Pékin     | 488                              | 7 472 000 <sup>1</sup>    | 15 303                          |
| Shanghai  | 550                              | 9 696 300 <sup>1</sup>    | 17 643                          |
| Hong Kong | 184                              | 6 721 000 <sup>2</sup>    | 36 527                          |

Notes : 1 : population non agricole et 2 : population totale.

Source : ZTN, 2000, p. 350, 353, 793 et 797.

## **Des métropoles, acteurs régionaux, aux origines d'une organisation de l'espace chinois**

### *Une lecture centre-périphérie*

En Chine, Pékin, Shanghai et Hong Kong commandent les principaux foyers de peuplement, se situent au débouché et au carrefour des principaux axes de transports, et elles sont autant de pôles de croissance pour une Chine en développement. Leurs poids politique, économique, culturel en font les acteurs structurants d'un espace qui ne se limite pas au littoral, mais s'étend sur toute la profondeur du territoire chinois.

Leur distance les unes des autres, leurs vocations différentes et des rayonnements régionaux variés soulignent par ailleurs l'impossibilité de considérer le littoral comme un seul et strict bloc faisant office de centre par rapport auquel s'organiserait l'espace chinois, et tenant la Chine intérieure pour une périphérie immédiate semi-intégrée ou l'Ouest chinois pour des marges sous-développées et difficilement contrôlées.

Un tel découpage en « trois Chine » (littoral, intérieur, Ouest) a sa légitimité, lorsqu'il s'agit de dresser, en s'appuyant sur les statistiques chinoises établies à l'échelle provinciale, un schéma qui identifie de grands ensembles aux caractéristiques clairement différentes. Mais découper le territoire n'est pas l'organiser, et une analyse des critères typologiques distinguant Pékin, Shanghai et Hong Kong, ainsi que celle de leurs rivalités urbaines et régionales, démentent aisément ce schéma macroscopique. L'espace chinois peut bien plus se concevoir suivant les principes d'un modèle centre-périphérie qui prendrait les trois plus grandes villes de Chine pour centres.

Alain Reynaud [1997, p. 173-194] a déjà proposé une lecture centre-périphérie de l'espace chinois, où il distingue trois centres : Pékin-Tianjin, Shanghai et Hong Kong-Canton. Ces centres régionaux seraient ensuite prolongés tout au long du littoral par des périphéries intégrées, très peuplées et inégalement industrialisées, avec des « associés » (les zones économiques spéciales) et des ports ouverts qu'ils incluent dans leur zone d'influence. Les espaces plus périphériques à la côte, dans la Chine intérieure jusqu'au Sichuan, seraient eux moins bien intégrés, mais gardent les traits de la Chine des Han, avec de fortes densités de population. Enfin, Alain Reynaud considère classiquement les terres sous-peuplées de l'Ouest (Mongolie, Xinjiang, Tibet) comme des « angles morts stratégiques » animés de fortes revendications indépendantistes.

La pertinence d'une telle approche trouve toutefois ses limites dans une vision trop uniformisante des trois métropoles littorales. Celles-ci ne jouent pas un même

rôle dans l'espace chinois, leur zone d'influence varie suivant les critères employés, et l'absence d'une caractérisation de ces villes interdit en fait une hiérarchisation de ces pôles entre eux et par là des principaux ensembles régionaux chinois actuellement en redéveloppement. Une analyse de leurs situations respectives à l'échelle locale ou microrégionale n'aide pas à percevoir distinctement en quoi elles sont des centres de nature et de rayonnement différents pour l'ensemble du territoire.

Apprécier l'influence de Pékin, Shanghai et Hong Kong sur l'espace chinois exige en effet de s'appuyer sur une typologie hiérarchisée de ces villes.

Les trois métropoles littorales n'ont pas un même rayonnement spatial : l'aire d'influence de Pékin comprend le Tibet, celle de Shanghai se termine vers le sud au niveau du Fujian. Elles n'exercent pas le même pouvoir de structuration de l'espace suivant les critères considérés : Pékin est le centre politique, urbain et économique d'une région étendue à la Chine du Nord, et elle se veut la capitale politique nationale de la région autonome du Tibet. L'aire d'influence de ces trois villes peut être spatialement continue ou correspondre à une distribution ponctuelle : Hong Kong joue un rôle de capitale économique sur l'ensemble du delta de la rivière des Perles, mais l'implantation de ses investissements en Chine compose une géographie de l'ouverture chinoise ponctuelle et dispersée sur tout le territoire national.

Ces aires d'influence, différentes dans leur étendue, leur nature et leur structuration spatiale, se recourent enfin inégalement en fonction des centres et des critères considérés, la distance et l'accessibilité au centre n'étant pas ici décisives. Les investissements de Hong Kong à Shanghai ou à Pékin inscrivent paradoxalement les deux villes continentales dans l'aire d'influence économique de l'ancienne colonie. Des angles morts peuvent en revanche appartenir à une seule aire d'influence : le Yunnan, marge frontalière au sud-ouest de la Chine et province de nombreuses minorités nationales, appartient à la seule aire d'influence de la capitale politique et militaire qu'est Pékin ; l'impact de Hong Kong est ici réduit devant les difficultés de développer une région très enclavée ; et celui de Shanghai nul.

### *Critères typologiques et hiérarchisation urbaine*

Les critères sur lesquels fonder les principes d'une organisation de l'espace chinois en fonction des trois grandes villes littorales sont ainsi de trois ordres : politique, économique et culturel.

Le critère politique reste prépondérant en raison d'un État qui se veut garant politique et militaire de l'unité (volontés autonomistes des provinces les plus riches), de l'intégrité (revendications indépendantistes et colonisation han du Xinjiang et du Tibet) et de la sécurité (marges frontalières) du territoire national. Il tire surtout sa pertinence de la nature du régime actuel, qui pèse toujours lourdement, tant au

niveau central qu'à celui des autorités publiques locales, sur l'économie et la société chinoises.

Le critère économique ne recouvre pas seulement les PIB respectifs des villes ou de leurs ensembles régionaux, ni leurs productions industrielles. Il correspond également aux flux d'hommes, de capitaux, d'informations, de savoir-faire, de services, de marchandises, et suggère l'existence de pôles inégalement diffuseurs et différemment intégrateurs de larges pans du territoire chinois : sur ce plan, les trois métropoles littorales ne luttent évidemment pas à armes égales. Il s'appuie aussi sur les politiques nationales et locales de promotion économique et d'ouverture à l'étranger, à travers les zones de développement créées, les avantages offerts aux investisseurs ou les aménagements urbains et de transports.

L'accession de Chongqing en 1996 au statut de municipalité de rang provincial, sa vocation nouvelle de pôle de croissance pour la Chine intérieure et l'aménagement du Yangzjiang grâce au barrage des Trois Gorges devraient ainsi redonner sens à la vallée du Yangzjiang comme axe majeur d'intégration économique, et la capitale régionale au débouché du fleuve, Shanghai, devrait en bénéficier à long terme dans sa concurrence avec Pékin et Hong Kong.

Le critère culturel est enfin plus subtil mais non moins déterminant. Il tient à la capacité des villes à innover et promouvoir la modernité, par leurs institutions de recherches et d'éducation, la formation de leur main-d'œuvre, l'image qu'elles véhiculent et l'attractivité qu'elles exercent sur les populations. Leur aptitude à se donner comme des villes internationales ou en voie d'internationalisation est un atout dont les aménageurs urbains et les autorités municipales de Pékin comme de Shanghai soulignent désormais abondamment l'importance. Cette aptitude peut passer tout simplement par la connaissance de langues étrangères par leurs jeunes diplômés, ou par les infrastructures d'accueil mises à disposition des entrepreneurs, des cadres expatriés et des touristes.

Sur ces bases typologiques, une articulation de l'espace chinois se dessine donc suivant une hiérarchisation des trois métropoles du littoral chinois : Pékin comme centre politique du territoire national ; Hong Kong comme cœur de l'ouverture économique chinoise ; et Shanghai comme le plus grand pôle urbain et économique de la Chine continentale, sans qu'il commande pour autant une aire d'influence d'échelle véritablement nationale.

### *Les trois métropoles littorales, centres d'aires d'influence variables*

Pékin, malgré un poids économique inférieur à ceux de Shanghai et de Hong Kong, a le rayonnement régional le plus large, et elle couvre l'ensemble du territoire chinois en raison de son rôle politique et géopolitique de capitale nationale.

La ville est le siège des autorités centrales de l'État et du parti communiste, dont l'encadrement administratif et politique reste très présent grâce au relais des capitales provinciales dans toutes les villes chinoises et dans les campagnes. L'État chinois décrète et réglemente depuis Pékin ses politiques générales et ses plans d'aménagement territorial en faveur de Shanghai avec Pudong, d'aide aux provinces de l'intérieur comparativement sous-développées, ou plus récemment – en mars 2000 – d'une meilleure intégration économique des régions occidentales à l'espace national.

L'Armée de libération populaire assure au pouvoir de Pékin les moyens d'une stratégie géopolitique d'intimidation envers Taiwan, d'occupation territoriale dans la mer de Chine du Sud (Paracels, Spratlys), de colonisation et de répression au nord (Mongolie), à l'ouest (Xinjiang, Qinghai, Tibet) et au sud-ouest (Yunnan, Guangxi, Guizhou, Hainan), ainsi que de contrôle des frontières notamment là où la Chine garde un litige frontalier (l'Inde et le cas de l'Aksai Chin).

L'État central compte fortement dans une économie chinoise hier planifiée que les réformes n'ont que progressivement décentralisée, et sur laquelle les autorités de Pékin entendent garder un droit de regard au nom de l'intégrité du territoire national et de leur rôle propre de leader dans une « économie socialiste de marché ». À Shenzhen, l'interventionnisme de Pékin se traduit par sa présence administrative, qui tend à court-circuiter le Guangdong.

À une échelle régionale, Pékin domine une région urbaine dont les pôles principaux se composent de Pékin, Tianjin et Tangshan. Ces villes sont unies par les mêmes problèmes de restructuration économique (poids des entreprises d'État) et une destinée commune face aux pôles du delta du Yangzijiang (Shanghai) et de la Chine du Sud (Hong Kong-Canton). En leur sein, Pékin privilégie le tertiaire, alors que Tianjin et Tangshan sont avant tout des villes industrielles.

Enfin, à une échelle intermédiaire, le réseau de transports, de mêmes caractéristiques économiques, et l'absence d'une influence concurrente assurent à Pékin une vaste zone d'influence régionale, comprenant : le Nord-Est jusqu'aux villes frontalières du Heilongjiang, auxquelles leurs liens économiques avec l'Extrême-Orient russe offrent les moyens d'une relative indépendance ; et les terres de la Chine du Nord jusqu'au Shanxi à l'est, et jusqu'aux Henan et Shandong au sud.

Hong Kong se pose, face à Pékin, comme une métropole développée, moderne et internationale. Elle est d'emblée une plaque tournante de l'Asie orientale. Son rayonnement en Chine continentale se fonde sur sa capacité à répondre aux pôles d'ouverture égrenés le long du littoral ou parmi les villes moyennes de l'intérieur.

Son impact régional le plus direct correspond à l'ensemble des basses terres centrales du Guangdong, le delta de la rivière des Perles. Hong Kong en est devenue le poumon économique, à défaut d'être sa capitale politique, seul atout majeur laissé à Canton. Une réorganisation de l'espace deltaïque et une spécialisation

économique, avec de nombreuses délocalisations industrielles vers le pays cantonnais, se sont opérées depuis vingt ans au profit de l'actuelle région d'administration spéciale [Sanjuan, 1997]. Le pôle Hong Kong-province du Guangdong tire sa force de cette complémentarité, entre un NPI et la province longtemps la plus dynamique de Chine, qu'ignorent les régions de Shanghai et de Pékin.

Si Hong Kong semble par ailleurs étendre son aire d'influence régionale à une grande partie de la Chine du Sud – l'île de Hainan comprise –, elle le doit plus à l'absence d'une autre métropole qu'à son pouvoir d'intégration de terres souvent enclavées, tournées vers Pékin (Yunnan, Guangxi) ou Taiwan (Fujian), et elle se heurte ensuite à Shanghai, la grande ville par excellence de la Chine du Centre-Est.

En fait, Hong Kong a pour aire d'influence économique l'ensemble du territoire de la Chine de l'ouverture. Cette aire d'influence n'est pas continue, mais ponctuelle et polycentrique. Elle comprend la très grande majorité des pôles chinois de l'ouverture : des zones économiques spéciales proches aux villes et zones économiques ouvertes du littoral jusqu'à Pékin ou Dalian au nord de la Chine, et dans l'intérieur Chongqing et Chengdu à l'est. Les grandes villes comme Shanghai ou Pékin peuvent aussi servir de relais à Hong Kong, grâce à leurs infrastructures locales et à leur vocation de carrefours régionaux.

Les investissements hongkongais, taiwanais, chinois d'outre-mer, japonais, américains ou européens passant par Hong Kong – ou prenant le territoire pour base – concernent aussi bien les plans de restructuration urbaine des villes chinoises (voirie, métro) que les opérations immobilières (centres commerciaux, bureaux, logements) ou les accords de partenariat industriel et commercial.

Hong Kong est ainsi devenue, après 1978, le centre principal d'une géographie discontinue mais structurelle du développement chinois contemporain, même si son monopole dans l'ouverture chinoise tend aujourd'hui à disparaître avec les liaisons toujours plus directes entre les investisseurs étrangers – même taiwanais – et les acteurs continentaux, et l'émergence et la modernisation des métropoles chinoises que sont Shanghai et Pékin.

Shanghai ne bénéficie pas, pour sa part, d'une fonction de capitale politique, ni de la situation d'une ville développée fondamentalement intégrée au système économique mondial. Ses atouts sont ailleurs : ils tiennent à sa situation géographique et à la volonté de Pékin d'encourager le renouveau d'un pôle continental – dont il est pleinement maître – face à la Chine du Sud. L'engagement de l'État vient largement de la volonté de rééquilibrer son territoire entre le Nord et le Sud, que l'essor du Guangdong, à l'ombre de Hong Kong, avait dangereusement mis à mal dans les années quatre-vingt.

Pour autant, Shanghai se présente toujours aujourd'hui comme la plus grande ville et le plus important centre économique de la Chine, sans que son aire

d'influence soit comparable à celles de Pékin ou de Hong Kong. Son rayonnement régional souligne certes une primauté indiscutable de la ville sur la Chine de l'Est. Il comprend le delta du Yangzijiang, les provinces du Jiangsu et du Zhejiang, et s'étend à l'ouest jusqu'à Wuhan, voire demain plus en amont du fleuve grâce aux aménagements en cours au niveau des Trois Gorges. Mais il rencontre ici aussi des résistances régionales, les effets du localisme qui anime des villes voisines au développement économique également rapide. Si les réexportations depuis Shanghai comptaient pour près de 14 % des exportations chinoises en 1979, elles n'en représentaient déjà plus que 2,3 % en 1992 [Gipouloux, 2000, p. 6].

La vitrine que veulent donner de Shanghai la Nouvelle Zone de Pudong et la modernisation de la ville-centre est bien à la hauteur des défis qui se posent à la ville. Jouant de son image et de son passé de ville ouverte à la modernité internationale, ainsi que d'un plan audacieux visant la création *ex nihilo* d'un quartier d'affaires, de zones industrielles et de puissantes infrastructures portuaires et aéroportuaires, Shanghai ne doit à terme plus seulement être la plus grande ville de Chine, mais devenir une véritable métropole internationale et moderne. Elle est en cela le pôle littoral chinois qui devrait bouleverser le plus vigoureusement les équilibres régionaux de la Chine du XXI<sup>e</sup> siècle.

## **Conclusion**

Dans une Chine qui s'est ouverte à l'étranger et à l'économie de marché, Pékin, Shanghai et Hong Kong ont vu ainsi leur concurrence s'accroître singulièrement ces dernières années. Elles s'opposent aujourd'hui sur plusieurs plans : elles rivalisent dans leur volonté d'être les métropoles chinoises majeures d'une Asie développée, elles portent en elles, plus encore que la puissance chinoise, celle des ensembles régionaux qu'elles dominent et qu'elles réussissent inégalement à intégrer au système économique mondial, elles sont des vitrines politiques et culturelles du développement chinois, dont la comparaison des caractères respectifs résume clairement les contradictions de la Chine des réformes.

Leur destin dans le XXI<sup>e</sup> siècle devrait se fonder sur une régionalisation accrue, et une diversification et une tertiarisation de ces métropoles. Leurs primautés régionales respectives ne peuvent être remises en cause, mais elles doivent déjà compter avec les autres villes qui les environnent. À l'échelle régionale, leurs liens de complémentarité économique avec les villes voisines – Tianjin pour Pékin, Nankin ou Wuhan pour Shanghai, Canton ou Shenzhen pour Hong Kong – sont laissés en suspens par un développement actuellement localiste et très fortement concurrentiel, et ils restent largement à définir.

À l'échelle internationale, de même, Taipei ou Kaohsiung et les grandes métropoles d'Asie orientale (Tokyo, Séoul, Singapour...) entretiennent des relations transnationales grandissantes avec les métropoles chinoises, et l'émergence d'une « Méditerranée » asiatique semble suggérée par les liens privilégiés qui apparaissent entre les villes riveraines de la mer de Chine. Mais, ici, les rivalités et les oppositions devraient se multiplier dans une Asie en profonde recomposition.

De cette intégration asiatique des trois métropoles chinoises pourrait également découler le risque à plus long terme d'une rupture entre la façade maritime et le reste de la Chine. Mais nous avons vu combien le territoire chinois participe aussi, à des degrés et par des moyens divers, à la puissance de chacune des trois villes, et Pékin, Shanghai et Hong Kong trouveront, à n'en pas douter, bien plus que dans un isolement régional, leur avenir dans un renforcement de leur rôle économique et culturel en Chine continentale, pour elles seul tremplin à même de leur donner la force d'affronter demain les rigueurs d'une rivalité internationale.

### Bibliographie

- Beijing tongji nianjian* (BTN) (« Annuaire statistique de Pékin »), Zhongguo tongji chubanshe, Pékin, 1999.
- Beijing tongshi* (BT) (« Histoire générale de Pékin »), Zhongguo shudian, Pékin, 1994, 10 t.
- BERGÈRE M.-C., *L'Âge d'or de la bourgeoisie chinoise, 1919-1937*, Flammarion, Paris, 1986.
- BOILLOT J.-J. et MICHELON N., « La nouvelle géographie économique du monde chinois », *Perspectives chinoises*, n° 59, 2000, p. 14-26.
- BURGEL G., CHEN G. et SANJUAN T. (éd.), « Villes chinoises », *Villes en parallèle*, n° 23-24, 1996.
- CHEN Z., *China. Essays on Geography*, Joint Publishing Co., Hong Kong, 1984.
- GED F., « Shanghai : habitat et structure urbaine, 1842-1995 », thèse (EHESS), Paris, 1997, 2 vol.
- , *Shanghai*, Institut français d'architecture, Paris, 2000.
- GENTELLE P., « La ville et les pouvoirs », in GENTELLE P. et al., *Chine, Japon, Corée*, Belin-Reclus, Paris, 1994, p. 100-111.
- GIPOULOUX F., « Hong Kong plate-forme mondiale pour les services à forte valeur ajoutée ? », *Perspectives chinoises*, n° 54, 1999, p. 105-107.
- , « Hong Kong, Taiwan et Shanghai : plates-formes logistiques rivales du corridor maritime de l'Asie de l'Est », *Perspectives chinoises*, n° 62, 2000, p. 4-11.
- HENRIOT C. et ZHENG Z., *Atlas de Shanghai. Espaces et représentations de 1849 à nos jours*, CNRS Éditions, Paris, 1999.
- LO C. P., *Hong Kong*, Wiley, Chilchester, 1995.
- MADDISON A., *L'Économie chinoise. Une perspective historique*, OCDE, Paris, 1998.

- REYNAUD A., « L'organisation de l'espace [de la Chine] : l'importance des régions littorales », in DOMINGO J., GAUTHIER A. et REYNAUD A., *L'Espace Asie-Pacifique*, Bréal, 1997.
- RUI B., « Le développement de Pudong, symbole important de la réforme de la décennie 90 », *La Chine au présent*, avril 2000, p. 10-13.
- SANJUAN T., « Hong Kong et son rattachement à la Chine continentale », in HOUSSEL J.-P. (éd.), « Les quatre dragons d'Asie », *Historiens et géographes*, 1996, n° 355, p. 237-254.
- , *À l'ombre de Hong Kong. Le delta de la rivière des Perles*, L'Harmattan, Paris, 1997.
- , *La Chine. Territoire et société*, Hachette, Paris, 2000.
- Shanghai tongji nianjian* (STN) (« Annuaire statistique de Shanghai »), Zhongguo tongji chubanshe, Shanghai, 1991.
- SIT V. F. S., « Hong Kong : Western Enclave on the China Coast », in SIT V. F. S. (éd.), *Chinese Cities. The Growth of the Metropolis since 1949*, Oxford University Press, Hong Kong, 1988, p. 210-231.
- , *Beijing. The Nature and Planning of a Chinese Capital City*, Wiley, Chichester, 1995.
- SKINNER G. W., « Introduction : urban Development in Imperial China », in SKINNER G. W. (éd.), *The City in Late Imperial China*, Stanford University Press, Stanford, 1977, p. 3-31.
- WEBER M., *La Ville*, Aubier, Paris, 1982.
- YEUNG Y.-M. et SUNG Y.-W. (éd.), *Shanghai. Transformation and Modernization under China's Open Policy*, The Chinese University Press, Hong Kong, 1996.
- Zhongguo tongji nianjian* (ZTN) (« Annuaire statistique de Chine »), Zhongguo tongji chubanshe, Pékin, 1996.
- Zhongguo tongji nianjian* (ZTN) (« Annuaire statistique de Chine »), Zhongguo tongji chubanshe, Pékin, 2000.